



## **PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE**

### **LE MINISTÈRE SE DÉVOILE : IL N'Y A RIEN À NÉGOCIER**

**La dernière réunion avec le ministère au sujet de la mise en place de la Protection Sociale Complémentaire (PSC) dans la Fonction Publique Hospitalière s'est tenue le 19 mars. Deux mois d'un silence assourdissant et méprisant après un cycle de réunions qui tournaient en rond et souffraient d'une absence totale d'éléments concrets et éclairants.**

Le 29 mai 2026, les organisations syndicales ont enfin été invité.es par le ministère de la Santé pour dévoiler les conditions imposées à la mise en place de la PSC dans la FPH :

- ➔ Mise en place d'une mutuelle obligatoire low-cost au 1<sup>er</sup> septembre 2027, voire 2028,
- ➔ Dans l'attente participation de 15 euros par mois à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2027 pour les agents ayant déjà une mutuelle,
- ➔ Une enveloppe budgétaire en dessous de la borne basse qui avait été présentée lors de « négociations »,
- ➔ Pas d'extensions des soins gratuits,
- ➔ Rien sur la sanctuarisation du CGOS,
- ➔ Pas de marges de négociations ni sur l'enveloppe budgétaire, ni sur le panier de soins.

Le gouvernement et notre ministère se cachent derrière le sempiternel argument : il n'y a plus d'argent. Mais l'argent coule à flots pour le financement de la guerre, les profits des grandes entreprises qui

bénéficient d'aides publiques faramineuses et d'exonérations de cotisations sociales honteuses, l'évasion fiscale continue de bénéficier d'un manque de contrôle.

L'argent existe, le gouvernement fait des choix, mais pas ceux du développement social et de l'amélioration de la santé d'1,2 million agent-es de la Fonction Publique Hospitalière qui sont les seul-es salarié-es du public et du privé à ne pas bénéficier d'une participation "employé" à leur complémentaire santé !

L'ensemble des organisations syndicales représentatives ont fait part de leur colère et sont appelées à accepter ou refuser ce cadre contraint. Les « négociations » ne seront ouvertes qu'aux seuls signataires.

À un moment où la ministre de la Santé annonce à grand renfort de communication un « Plan santé pour les personnels de santé » qui prêterait à rire si la situation n'était pas si catastrophique, cela sonne comme la confirmation de l'irrespect et du mépris vis-à-vis des personnels de la Fonction Publique Hospitalière !



**Cette situation conforte la Fédération CGT Santé Action Sociale sur la nécessaire mobilisation des personnels dans un mouvement déterminé à gagner les financements nécessaires à l'amélioration de nos conditions de travail !**